



Conseil de sécurité

Soixante-troisième année

5951^e séance

Vendredi 8 août 2008, à 1 h 15

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Grauls	(Belgique)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M ^{me} Qwabe
	Burkina Faso	M. Kafando
	Chine	M. La Yifan
	Costa Rica	M. Urbina
	Croatie	M. Skračić
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} DiCarlo
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Lacroix
	Indonésie	M. Natalegawa
	Italie	M. Mantovani
	Jamahiriya arabe libyenne	M. Mubarak
	Panama	M. Suescum
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	M ^{me} Pierce
	Viet Nam	M. Le Luong Minh

Ordre du jour

La situation en Géorgie

Lettre datée du 7 août 2008, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2008/533)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 1 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Géorgie

Lettre datée du 7 août, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2008/533)

Le Président : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de la Géorgie une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer à l'examen de la question sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Alasania (Géorgie) prend place à la table du Conseil.

Le Président : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit en réponse à une lettre datée du 7 août 2008, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, publiée sous la cote S/2008/533.

J'appelle l'attention des membres sur deux lettres datées du 7 août 2008 adressées par le Représentant permanent de la Géorgie, qui seront publiées en tant que documents du Conseil de sécurité sous les cotes S/2008/534 et S/2008/535 respectivement.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie a pris l'initiative de demander cette réunion d'urgence du Conseil de sécurité à cause de la situation menaçante entourant l'Ossétie du Sud, causée par les actes évidents d'agression perpétrés par les forces armées géorgiennes contre cette république, qui constitue une partie au conflit reconnue internationalement.

Au cours de la nuit du 8 août 2008, heure locale, quelques heures à peine après que l'on fut parvenu à un accord sur la tenue de négociations visant à dissiper la nouvelle escalade de violence que connaît le conflit en

Ossétie du Sud, des divisions militaires géorgiennes ont traîtreusement lancé une attaque massive contre Tskhinvali. L'option militaire a été choisie par les dirigeants géorgiens en dépit de tous les efforts diplomatiques qui avaient été déployés, lors de contacts entre Moscou, Tbilisi, Tskhinvali, Washington et d'autres capitales intéressées.

Récemment, la Fédération de Russie a, à plusieurs reprises, prévenu les membres du Conseil d'une détérioration possible de la situation. Nous avons averti les membres du Conseil que les autorités géorgiennes continuaient à renforcer rapidement leurs forces offensives. D'ailleurs, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe avait déjà sonné l'alerte concernant la militarisation de la Géorgie, en soulignant l'accroissement alarmant des forces armées géorgiennes. Nos mises en garde ont été ignorées, et le Conseil s'est vu contraint aujourd'hui de s'occuper non pas de prévenir un conflit mais de se pencher sur une situation qui constitue une menace pour la paix et la sécurité de la région.

La situation qui règne dans la zone de conflit, à cause de l'action de la Géorgie, a atteint une étape dramatique. La population civile pacifique, notamment des personnes âgées et des enfants, est victime de bombardements d'artillerie massifs par des lance-roquettes multiples de type Grad et des lance-roquettes de grand calibre. Des coups de feu sont tirés au centre de la capitale de l'Ossétie du Sud, dans laquelle des dizaines de maisons sont envahies par les flammes. Selon les informations dont on dispose, à 3 heures du matin, heure locale, des chars et des éléments d'infanterie géorgiens ont commencé à attaquer les zones sud de Tskhinvali.

Les conséquences de cette politique des dirigeants géorgiens sapent gravement les espoirs qu'avait suscités Tbilisi. Nous pouvons d'ores et déjà dire avec certitude que les actes agressifs des dirigeants géorgiens ont gravement porté préjudice au processus de paix et aux perspectives d'atteindre un règlement politique et diplomatique. Tbilisi s'efforce de dresser un rideau de fumée autour de ses agissements, tantôt en reprochant tout ce qui arrive à la Fédération de Russie, notamment à des chaînes de télévisions russes, tantôt en faisant des déclarations de paix, qui contrastent vivement avec sa conduite.

L'armée géorgienne fait preuve de plus de franchise vis-à-vis des événements. Il y a quelques heures le général Mamuka Kurashvili, commandant du

contingent de maintien de la paix des forces armées géorgiennes en Ossétie du Sud, a annoncé devant les caméras de télévision que la décision avait été prise à Tbilissi de rétablir l'ordre constitutionnel en Ossétie du Sud – c'est-à-dire de régler un conflit ancien par des moyens militaires. Même des hommes politiques géorgiens ont révélé leurs intentions : Temur Yakobashvili, Ministre d'État pour la réintégration, a dit que l'objectif de ses dirigeants était de mettre un terme au régime en place à Tskhinvali.

À la suite de tous ces agissements, Tbilissi a totalement anéanti la crédibilité de la direction géorgienne en tant qu'acteur responsable du processus de négociation et, plus généralement, en tant que membre de la communauté internationale guidé par les principes de la Charte des Nations Unies.

On comprend tout à fait maintenant pourquoi Tbilissi refuse obstinément depuis longtemps et sous de nombreux prétextes de parvenir à un accord avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie sur le non-recours à la force. Les membres du Conseil de sécurité se souviendront qu'il s'agissait là de l'élément principal de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, élément sur lequel la Fédération de Russie insistait et continuera d'insister. Depuis le début de l'escalade actuelle du conflit, la Fédération de Russie a fait tout son possible pour calmer la situation. Nous avons envoyé dans la région un représentant spécial de notre Ministère des affaires étrangères et nous avons employé tous les moyens à notre disposition pour exercer une pression diplomatique positive.

Le Conseil de sécurité doit maintenant jouer son rôle. Nous sommes convaincus que le Conseil doit immédiatement appeler à une cessation des hostilités et à un rejet du recours à la force. Le Conseil et la communauté internationale dans son ensemble ne peuvent se contenter d'observer passivement la situation en ce moment difficile, quand la vie de centaines de milliers de personnes vivant dans cette région est en jeu. Ensemble, nous devons mettre un terme à la violence, qui a des conséquences graves sur la sécurité régionale et internationale.

Il est encore temps d'éviter de nouvelles victimes, notamment parmi la population civile. La direction géorgienne doit réfléchir et revenir à des méthodes civilisées pour régler des problèmes politiques complexes. La Fédération de Russie poursuivra ses efforts pour empêcher toute nouvelle

effusion de sang et remettre la situation en Ossétie du Sud sur la voie d'un règlement pacifique.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

M. Alasania (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je voudrais exprimer ma reconnaissance aux membres du Conseil de sécurité de me donner cette occasion de prendre la parole devant eux. La présente séance extraordinaire du Conseil se tient aujourd'hui pour examiner la grave escalade de la situation dans la région de Tskhinvali en Géorgie. Je vais tout d'abord commenter les événements récents qui ont abouti à cette tragique détérioration.

Le 1^{er} août, vers 8 heures, heure de Tbilissi, une camionnette dans laquelle se trouvaient six agents de la police géorgienne a été frappée par deux engins explosifs télécommandés. Cinq policiers géorgiens ont été grièvement blessés dans cette attaque. Les autorités centrales ont décidé de ne pas riposter, afin de ne pas envenimer la situation.

Le 2 août, six civils et un policier géorgiens ont été blessés par le bombardement nocturne de sept villages géorgiens dans la zone de conflit d'Ossétie du Sud. Ces sept villages sous contrôle géorgien ont subi des tirs nourris de mortiers de gros calibre par des séparatistes d'Ossétie du Sud. Les agents de la force publique géorgiens ont riposté défensivement pendant un temps mais ont ensuite reçu un ordre de cessez-le-feu, destiné à éviter toute escalade de la situation.

Le 3 août, le gouvernement séparatiste d'Ossétie du Sud a annoncé l'évacuation de plus de 500 personnes, dont 400 enfants. Pourtant, le Vice-Premier Ministre de la République russe d'Ossétie du Nord a affirmé à l'agence de presse Interfax qu'il ne s'agissait pas d'une évacuation – cet envoi d'enfants en Ossétie du Nord faisait partie d'un programme de colonie de vacances organisé précédemment, a-t-il expliqué. Les médias russes ont lancé une vaste campagne de propagande contre la Géorgie.

Le 6 août en fin de journée, des séparatistes ont ouvert le feu au mortier sur cinq villages à population géorgienne, dont Eredvi. Les forces gouvernementales géorgiennes ont riposté pour défendre la population civile. Au cours d'échanges de tirs intenses pendant la nuit, deux soldats du bataillon géorgien de la Force conjointe de maintien de la paix ont été blessés. Le régime séparatiste a également fait état de plusieurs blessés de son côté. Malgré ces attaques prenant pour

cibles des populations et villages pacifiques, ainsi que la police et les forces de maintien de la paix géorgiennes, les autorités centrales ont décidé de ne pas réagir par un lourd échange de tirs, pour éviter de blesser la population locale.

Temur Yakobashvili, négociateur en chef géorgien et Ministre d'État pour la réintégration, a dit lors d'une intervention télévisée dans la nuit du 6 août que la position du Gouvernement géorgien est que seul un dialogue direct avec les autorités de Tskhinvali permettrait de régler la situation de sécurité en pleine détérioration. M. Yakobashvili a aussi souligné que l'Ambassadeur extraordinaire Yuri Popov participerait aux pourparlers en tant que facilitateur. Le négociateur en chef de l'Ossétie du Sud, Boris Chochiev, a refusé de prendre part aux négociations.

Dans la nuit et aux premières heures du 7 août, des tirs nourris sont venus de quatre positions dans différents villages ossètes. Les autorités séparatistes ont continué à tirer au mortier et à l'artillerie sur les agents de la force publique et le personnel de maintien de la paix géorgiens. Les autorités centrales ont riposté par des tirs limités pour défendre ces positions.

Dans un entretien donné le matin à des agences de presse russes, le Président de fait de l'Ossétie du Sud, Eduard Kokoity, a déclaré que, si le Gouvernement géorgien ne retirait pas ses forces militaires de la région, il commencerait à les chasser. Le Président Saakashvili, s'entretenant avec des journalistes à l'hôpital militaire de Gori, où il rendait visite à des soldats géorgiens blessés, a dit que, malgré les attaques contre les villages géorgiens, Tbilissi faisait preuve d'un maximum de retenue. Le Président a aussi demandé à la Russie de rappeler d'Ossétie du Sud ses responsables, qui se considèrent comme faisant partie du soi-disant gouvernement de l'Ossétie du Sud.

Au matin du 7 août, Temur Yakobashvili s'est rendu dans la zone de conflit pour rencontrer des représentants du gouvernement séparatiste. Le Ministre d'État a rencontré Marat Kulakhmetov, Commandant de la Force conjointe de maintien de la paix. Mais une fois encore, les séparatistes ont refusé de négocier avec lui. Anatoly Barankevich, directeur du Conseil de sécurité de la république séparatiste, a brandi la menace que des groupes armés de Cosaques d'Ossétie du Nord faisaient route vers l'Ossétie du Sud pour combattre les forces géorgiennes.

À 16 heures le même jour, les séparatistes avaient repris leurs tirs d'obus sur des villages géorgiens. Trois soldats géorgiens ont été blessés lorsque les forces séparatistes d'Ossétie du Sud ont fait exploser un véhicule d'infanterie de combat appartenant au bataillon géorgien de maintien de la paix. La police géorgienne a riposté en tirant sur des groupes de séparatistes armés dans ces villages, tuant deux miliciens séparatistes et en blessant deux autres. Plus tard, le point de contrôle des soldats de la paix géorgiens à Avnevi a été bombardé et plusieurs soldats et civils géorgiens ont été tués.

Dans une allocution télévisée en direct prononcée à 19 h 10, le Président Saakashvili a dit qu'il avait ordonné aux forces géorgiennes de cesser le feu en Ossétie du Sud. Il a affirmé qu'il y avait eu des morts et des blessés. M. Saakashvili a dit qu'il avait ordonné le cessez-le-feu précisément pour donner au régime sécessionniste d'Ossétie du Sud une autre chance de reprendre les pourparlers. Malgré la décision géorgienne de ne pas riposter, le village géorgien d'Avnevi a de nouveau été pris pour cible par des miliciens d'Ossétie du Sud, à environ 20 h 30. On peut dire que le village a été totalement détruit dans cette attaque.

Des groupes séparatistes armés d'Ossétie du Sud ont ouvert le feu sur le village de Prisi, sous contrôle géorgien, à environ 22 h 30 hier soir. Cette attaque a fait plusieurs blessés du côté géorgien. À 23 h 30, les mêmes autorités séparatistes ont ouvert le feu sur toutes les positions géorgiennes autour de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, y compris dans les villages de Tamarasheni et Kurta. Le poste de police de Kurta a été totalement détruit par ces bombardements nourris.

Je tiens à dire très clairement que les autorités séparatistes illégales et leurs formations armées sont sous le contrôle et la direction des organes de sécurité et de défense de la Fédération de Russie. De nombreux officiers russes de haut rang parmi les effectifs de maintien de la paix, ainsi que d'autres responsables issus de l'armée, des services de renseignement et des forces de l'ordre russes, occupent des postes importants à Tskhinvali. Cela constitue une violation flagrante de l'obligation de neutralité qui incombe à la Russie : au lieu de cela, la Russie est devenue partie au conflit. Les officiers et personnes russes en question incluent : le Premier Ministre, M. Yuri Morozov, né en Fédération de Russie, qui a occupé divers postes en Bachkirie avant sa nomination au Gouvernement de l'Ossétie du Sud en 2005; Mikhail Minzayev, Ministre

des affaires intérieures depuis 2005, colonel de la police russe, qui a dirigé l'unité spéciale Alpha des services de sécurité de Fédération de Russie pendant l'opération contre-terroriste menée à Beslan en 2004; Anatoly Barankevich, Secrétaire du Conseil national de sécurité de l'Ossétie du Sud depuis 2006 et colonel dans l'armée russe, qui a participé à l'invasion soviétique de l'Afghanistan et aux deux guerres tchéchènes; Boris Attoev, Président depuis 2006 du Comité de la sécurité intérieure, organisation similaire au KGB, qui a occupé différents postes au KGB soviétique et qui, après avoir accompli sa mission en Afghanistan, a été nommé dans l'appareil central des services de sécurité à Moscou; Vasily Lunev, Ministre de la défense de l'Ossétie du Sud depuis mars 2008, général dans l'armée russe; Vladimir Kotoyev, chef du Service de protection des frontières depuis 2007, colonel de l'armée russe, qui a participé aux guerres en Tchétchénie et en Bosnie; et Oleg Chebotariév, chef du Conseil des services de protection depuis 2005, colonel des services de sécurité russes, chef du Service de protection des frontières. La Fédération russe a accordé l'impunité à ces personnes afin qu'elles ne soient pas tenues responsables des atrocités qu'elles commettent.

L'action militaire de notre gouvernement a été menée au titre de la légitime défense après de nombreuses provocations armées, le seul objectif étant de protéger la population civile et de prévenir de nouvelles victimes parmi les résidents des différents groupes ethniques. Nous pensons que n'importe quel État démocratique aurait réagi pareillement pour protéger ses citoyens. Le Gouvernement a riposté parce que les séparatistes ont non seulement défié le cessez-le-feu, mais également provoqué une grave escalade de la violence, tuant plusieurs défenseurs de la paix et civils quelques heures avant le cessez-le-feu.

Des forces illégales et du matériel militaire additionnels sont entrés et entrent actuellement sur le territoire géorgien depuis la Russie en passant par le tunnel de Roki, ce qui constitue une menace de violence encore plus grave. Les séparatistes ont également continué de menacer d'attaquer d'autres régions du pays hors de l'Ossétie du Sud, prétendument avec une assistance étrangère qui afflue dans la région. Les défenseurs de la paix russes ont dit aux représentants du Gouvernement géorgien qu'ils n'étaient pas en mesure de maîtriser les séparatistes. La situation en matière de sécurité se détériore et la violence augmente rapidement. Les séparatistes n'ont

pas écouté les appels lancés aux fins de pourparlers directs.

La Géorgie recherche une solution négociée au conflit avec l'appui de la communauté internationale. Notre offre d'autonomie conforme aux normes européennes subsiste avec des garanties internationales, notamment un parlement régional élu, un président régional élu, une souveraineté partagée et la protection de l'identité, de la culture et de la langue de l'Ossétie du Sud. Jusqu'à ce que l'accord soit fait sur une telle solution, nous pensons que la région devrait être gouvernée par le chef élu de l'administration sud-ossète, Dmitri Sanakoev, ancien dirigeant séparatiste d'origine ossète.

Nous invitons la Russie à prendre constructivement part au redressement économique de la région et à contribuer aux arrangements convenus en matière de sécurité dans la région. À ce stade, l'objectif immédiat du Gouvernement est de rétablir la paix, de faciliter le retour à une vie normale pour tous les résidents de la région et de permettre le retour des réfugiés et des personnes déplacées. Nous sommes disposés à assurer un approvisionnement suffisant en eau, en électricité et en vivres, la fourniture de services de soins d'urgence et médicaux et d'abris. Les rebelles séparatistes pourront bénéficier de l'amnistie. Les organisations humanitaires auront accès à la région et le Gouvernement géorgien a déjà affecté un financement d'urgence d'un montant total de 2 millions d'euros pour répondre aux besoins humanitaires et d'urgence immédiats dans la région.

Au moment où nous prenons la parole, nous apprenons – ce sont des informations confirmées – qu'un énorme contingent de personnel militaire et de matériel est en train d'entrer illégalement sur le territoire souverain de la Géorgie par le tunnel de Roki. La République d'Ossétie du Nord, de la Fédération de Russie, a déclaré qu'elle mobilisait des mercenaires armés pour les envoyer en Géorgie. Des signes inquiétants donnent à penser qu'il s'agit d'une provocation calculée visant à envenimer la situation pour légitimer une intervention militaire planifiée au préalable par la partie russe.

Nous exigeons donc de la Fédération de Russie qu'elle empêche le passage de mercenaires armés en Géorgie, qu'elle exerce des pressions sur le régime séparatiste, qu'elle mette fin aux attaques contre la population civile et entame des négociations.

Tout comme dans ma dernière allocution devant cette instance, je tiens à réitérer l'appel lancé par la Géorgie à la communauté internationale afin qu'elle condamne explicitement les violations continues de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie commises par la Fédération de Russie. Malgré cette dernière escalade, je tiens à souligner que le Gouvernement géorgien appelle une fois de plus et se montre disposé à entamer immédiatement des pourparlers de paix pour résoudre le conflit en Ossétie du Sud et qu'il appelle les rebelles séparatistes à mettre fin à leur action militaire et à s'asseoir à la table des négociations.

Le Président : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent intervenir.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Avant d'entrer dans cette salle, les membres du Conseil se sont réunis dans la salle des consultations. Nous regrettons qu'il n'ait pas encore été possible de se mettre d'accord sur une déclaration du Conseil de sécurité sur cette question. Nous espérons que cela sera possible dans les jours qui viennent. Mais l'absence d'une déclaration ce soir ne doit pas être considérée comme un signe que le Conseil de sécurité ne travaille pas sur cette question et qu'il n'est pas préoccupé par l'évolution de la situation. C'est au contraire une question grave, qui menace la paix et la sécurité dans la région.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer notre profonde préoccupation devant l'escalade de la violence en Ossétie du Sud, Géorgie. Je saisis cette occasion pour appeler à la cessation immédiate des hostilités et demander aux parties de reprendre immédiatement les négociations.

Nous sommes préoccupés de ce qu'il est fait état de l'entrée de troupes et d'autre personnel armé provenant de l'extérieur de la Géorgie et de l'Ossétie du Sud sur le territoire sud-ossète, et le Royaume-Uni appelle tous les acteurs de la région, étatiques ou non étatiques, à ne pas aggraver les tensions et à faire montre de la plus grande retenue à ce stade.

M. Lacroix (France) : Ma délégation voudrait d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir porté à l'attention du Conseil la situation en Ossétie du Sud (Géorgie), à la demande de la Fédération de Russie et de la Géorgie. Il y a une claire menace à la paix et la sécurité, et nous sommes particulièrement préoccupés par les risques d'escalade de la violence. Dans ces conditions, il est donc légitime et urgent que le Conseil

en soit saisi et nous souhaitons, dans toute la mesure du possible, que le Conseil de sécurité soit en mesure de se prononcer rapidement et de manière unie sur cette situation. La France est alarmée par les incidents graves qui ont lieu en ce moment, d'autant plus que dans cette situation confuse, les informations dont nous disposons font état de nombreuses victimes de part et d'autre.

Ce qui est certain, c'est que, pour l'ensemble des parties au conflit, la voie militaire est une voie sans issue. L'Union européenne a rappelé tout récemment qu'elle était déterminée à ne ménager aucun effort pour aider les parties à parvenir à une solution durable.

M^{me} DiCarlo (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont, eux aussi, très inquiets de l'escalade de la violence en Ossétie du Sud (Géorgie). Nous lançons un appel à toutes les parties impliquées dans cette situation qui évolue rapidement, pour qu'elles fassent un pas en arrière et donnent à leurs forces l'ordre de se désengager. Il n'existe, selon nous, aucune condition pouvant justifier la poursuite de la violence. Nous ne pouvons accepter aucune excuse d'une quelconque partie qui refuserait le désengagement et nous pouvons les assurer que nous saurons apprécier la retenue et condamner l'agression.

Mon gouvernement a été en contact étroit avec le Gouvernement russe ces derniers jours pour tenter d'apaiser la situation. Nous nous félicitons que Tbilissi et Moscou aient, plus tôt dans la journée, accepté de coopérer pour instaurer un cessez-le-feu et organiser une rencontre directe entre les responsables géorgiens et les représentants de l'Ossétie du Sud. Nous sommes dans l'obligation de condamner le refus de l'Ossétie du Sud de participer à cette réunion et de respecter le cessez-le-feu.

Nous exhortons toutes les parties à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République de Géorgie. Nous demandons également à la Russie de retirer ses troupes et de ne pas envenimer la situation en envoyant ses forces en Géorgie. La Russie doit cesser le transport de troupes et de matériel de la Russie vers l'Ossétie du Sud par le tunnel de Roki. Dans les prochains jours, il est essentiel que les parties s'entendent sur des mesures permettant de rétablir la stabilité et de relancer le processus de paix.

M. La Yifan (Chine) (*parle en chinois*) : Tout d'abord, je salue la présence du représentant de la Géorgie à la présente séance. La situation actuelle en Ossétie du Sud (Géorgie) est profondément inquiétante. La Chine est gravement préoccupée par le conflit

militaire et l'escalade de la violence dans la région. Le premier impératif est donc de cesser les hostilités et, dans le même temps, de faire preuve de retenue et d'éviter toute action qui pourrait envenimer les tensions et porter atteinte à la paix et à la stabilité de la région.

Le 31 octobre 2007, à sa soixante-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 62/4, relative à la trêve olympique pendant les Jeux de cette année. Dans quelques heures s'ouvriront les XXIX^e Jeux olympiques d'été à Beijing. La Chine souhaite, comme le Secrétaire général, que les parties concernées respectent cette résolution relative à la trêve olympique. Le Conseil de sécurité et la communauté internationale devraient encourager les parties à cesser sans délai les hostilités, à reprendre le dialogue et à consentir des efforts résolus pour régler leur différend par des voies pacifiques.

M. Mantovani (Italie) (*parle en anglais*) : Nous sommes extrêmement préoccupés par l'escalade de la violence dans la région de l'Ossétie du Sud (Géorgie). Il est particulièrement regrettable de se trouver face à une telle situation alors que les Jeux olympiques s'ouvriront dans quelques heures à Beijing. Une fois encore, tous les appels au respect universel de la trêve olympique formulés par notre organisation mondiale sont ouvertement ignorés. Même si ce conflit n'est pas inscrit à l'ordre du jour du Conseil, nous ne saurions fuir nos responsabilités à l'égard d'une situation qui pourrait encore dégénérer et mettre en péril la stabilité de la région tout entière.

Nous faisant l'écho des appels lancés aujourd'hui aux parties par le Secrétaire général et par la Présidence et le Haut-Représentant de l'Union européenne, nous affirmons que la violence doit immédiatement céder la place au dialogue et à la négociation. La première mesure importante à prendre est de revenir à la situation antérieure sur le terrain. Tous les acteurs en mesure de conseiller les parties devraient user de leur influence pour inciter à la modération et à la retenue. Nous continuons d'estimer que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a un rôle clef à jouer dans le règlement de ce conflit, mais pour qu'elle puisse le faire, il faut d'abord que les parties déposent les armes et reprennent immédiatement les pourparlers directs. Les derniers événements montrent une nouvelle fois que la situation qui prévaut actuellement dans les zones de conflit dans la région n'est tout simplement pas tenable.

M. Le Luong Minh (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Le Viet Nam est profondément préoccupé par la situation dans la zone de conflit de l'Ossétie du Sud et par la montée des tensions dans la région. Nous déplorons tout particulièrement l'incident survenu la semaine dernière ainsi que d'autres incidents récents qui ont causé beaucoup de pertes en vies humaines et fait de nombreux blessés et personnes déplacées. Ma délégation considère que la force ne peut régler le conflit et qu'au contraire elle ne peut qu'anéantir les espoirs de parvenir à une solution. Dans cet esprit, nous appelons la Géorgie et l'Ossétie du Sud à faire preuve de retenue, à mettre immédiatement fin aux opérations militaires, à respecter strictement l'accord de non-reprise des hostilités et à reprendre les pourparlers directs en vue d'une solution globale et durable du problème, de manière à éviter toute nouvelle détérioration.

Ma délégation salue et soutient les efforts déployés par la Russie pour apaiser les tensions en dépêchant dans la région des envoyés chargés de relancer le processus de négociation, afin de trouver une solution pacifique mutuellement acceptable au conflit. Nous estimons que de telles initiatives sont indispensables pour mettre fin à l'escalade de la violence et ramener la situation sous contrôle.

M. Skračić (Croatie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux orateurs qui ont fait part de leur grave inquiétude devant les derniers événements survenus en Géorgie, en particulier compte tenu de l'accroissement actuel des tensions et des informations faisant état d'affrontements et d'échanges de tirs nourris entre les forces armées géorgiennes et les forces de la région géorgienne de l'Ossétie du Sud près de la zone de Tskhinvali. Nous notons que les informations disponibles font état de plusieurs morts des deux côtés. À cet égard, nous lançons un appel au Président Saakashvili de la Géorgie pour que cessent les effusions de sang.

La Croatie estime que les parties doivent rapidement consentir des efforts crédibles pour réduire les tensions, y compris en adoptant un cessez-le-feu immédiat de manière à éliminer le risque d'une nouvelle escalade. La Croatie exhorte toutes les parties à s'abstenir de tout nouvel acte de provocation et appelle de ses vœux une reprise immédiate des négociations. Ma délégation est également préoccupée par les informations faisant état de l'arrivée de volontaires venant d'autres zones de conflit en

Géorgie, ce qui pourrait avoir un effet déstabilisateur et annoncer un élargissement du conflit.

La Croatie saisit cette occasion pour réitérer une fois de plus son appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la Géorgie, qui ont été réaffirmées par les résolutions du Conseil de sécurité, y compris la résolution 1808 (2008).

Enfin, la Croatie prend note de l'offre renouvelée du Président Saakashvili, dans sa lettre du 7 août 2008 distribuée aux membres du Conseil de sécurité, relative au plan de paix qu'il avait proposé il y a trois ans prévoyant une autonomie quasiment sans limite et une gouvernance locale pour la région de l'Ossétie du Sud. La Croatie souhaite que des négociations pacifiques reprennent dans ce cadre.

M. Natalegawa (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous sommes profondément préoccupés par les récents événements survenus en Géorgie. Le risque d'une nouvelle escalade de la violence est réel. Une telle spirale de la violence a presque invariablement des conséquences humanitaires sur les populations vulnérables. L'enjeu est donc très important. Ma délégation juge indispensable que les hostilités cessent et que les parties exercent un maximum de retenue, y compris en s'abstenant de faire des déclarations incendiaires. Tout en ayant conscience des difficultés évidentes qui existent, il est essentiel qu'un espace de dialogue ouvert soit mis en place au plus haut niveau entre les parties et que la confiance soit rétablie et encouragée.

En dernière analyse, rien ne peut remplacer le dialogue. Cet espace de dialogue au plus haut niveau doit aller de pair avec des efforts tangibles de la part des deux parties pour mettre fin aux effusions de sang.

En cette heure cruciale, il serait bon que le Conseil agisse collectivement et de concert en exprimant sa préoccupation et en appelant toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue afin de faciliter une désescalade du conflit et de la violence, et à engager rapidement des pourparlers d'urgence. Ma délégation accorde une grande importance au rôle que joue le Conseil dans la gestion des crises qui évoluent rapidement. Nous déplorons donc vivement le fait que, en dépit de préoccupations communes évidentes, le Conseil n'ait toujours pas exprimé son avis collectif sur cette très importante question.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Belgique.

La Belgique voudrait exprimer sa vive préoccupation face à la tension qui règne actuellement en Ossétie du Sud (Géorgie). Cette tension a déjà occasionné de nombreuses pertes en vies humaines et un grand nombre de blessés. Face à cette détérioration très inquiétante de la situation dans la région, la Belgique enjoint toutes les parties concernées à arrêter les opérations militaires et à faire preuve de modération. La Belgique appelle les parties à accepter un cessez-le-feu immédiat et sans condition et à travailler, avec l'aide de la communauté internationale, à la reprise rapide d'un dialogue.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Malheureusement, je suis obligé de constater que l'intervention du Représentant permanent de la Géorgie à la présente séance contient de nombreuses contradictions. D'une part, le représentant de la Géorgie a affirmé que la Fédération de Russie contrôlait tout en Ossétie du Sud. En même temps, il a dit que les militaires russes ne semblaient pas être en mesure de maîtriser les séparatistes. Si la Russie a des intentions agressives, comme l'a affirmé aujourd'hui le représentant de la Géorgie, pourquoi est-ce la partie géorgienne qui, depuis quelque temps, refuse de conclure un accord sur le non-recours à la force dans les conflits Géorgie-Ossétie du Sud et Géorgie-Abkhazie, ce qui garantirait à la Géorgie qu'aucune partie n'aurait recours à la force. À entendre le Représentant permanent de la Géorgie, on pourrait croire que des forces de l'Ossétie du Sud attaquent Tbilissi alors qu'en fait, comme nous le savons tous, c'est exactement le contraire qui se passe.

Je souhaite également souligner, comme cela a été dit au cours des consultations que nous avons tenues aujourd'hui, que le Conseil de sécurité n'a pas réussi à convenir d'une réaction clairement définie vis-à-vis de ce conflit et n'a pas pu envoyer de message clair aux deux parties, notamment à Tbilissi, sur la nécessité de mettre un terme aux hostilités et de rejeter le recours à la force. La raison de cette incapacité du Conseil de sécurité de présenter une réaction claire face à ces événements tient malheureusement à l'absence de volonté politique bien définie de la part de plusieurs membres du Conseil de sécurité, ce qui est

apparu aujourd'hui au cours du débat que nous avons eu en séance officielle.

Je souhaite également revenir sur un autre élément concret. J'en ai effectivement parlé aujourd'hui dans ma déclaration, et la représentante des États-Unis s'en est également fait l'écho : Moscou et Washington ont beaucoup de contacts, et nous pensions être parvenus à un certain accord avec nos collègues américains sur la nécessité de prendre des mesures qui permettraient d'éviter une escalade du conflit. Or, dans la déclaration faite aujourd'hui au Conseil de sécurité, la représentante des États-Unis n'a utilisé le mot « condamnation » qu'une seule fois, parce que le représentant de l'Ossétie du Sud ne se serait pas rendu à l'une des rencontres. Quant aux actions agressives de la Géorgie, elles n'ont pas été qualifiées en termes politiques clairs, pas plus que ses forces qui essaient de pénétrer en Ossétie du Sud.

C'est justement cette incohérence et ce flou de la position politique qui sont l'une des principales raisons de la situation critique dans laquelle se trouve le conflit entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie.

Je continue d'espérer que la présente séance du Conseil de sécurité aura été utile et que Tbilissi y verra le signe que le Conseil de sécurité, l'un des principaux organes de la communauté internationale, n'est pas prêt à accepter les tentatives de régler ce conflit qui dure depuis des années par une agression militaire.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

M. Alasania (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je serai très bref. Je voudrais revenir sur quelques questions soulevées par mon collègue l'Ambassadeur Churkin, pour qui j'ai le plus grand respect. Tout d'abord, je n'ai sans doute pas été suffisamment clair. Je disais que la partie russe avait expliqué à la partie

géorgienne qu'elle ne contrôlait pas le régime de l'Ossétie du Sud, et c'est pour cette raison que la situation était en train d'échapper à tout contrôle. Je n'ai pas dit que les Russes – les services de sécurité et de défense russes – ne contrôlaient pas les forces armées du régime séparatiste. Et j'ai démontré très clairement qui étaient les décideurs au sein du Gouvernement de l'Ossétie du Sud – responsables de la défense, anciens membres du FSB (Service fédéral de sécurité) – justement pour que le Conseil puisse comprendre qui prend vraiment les décisions à Tskhinvali.

Par ailleurs, je voudrais souligner que nous nous félicitons de la coopération de la Fédération de Russie et des États-Unis, établie actuellement à un niveau élevé, dont l'objectif est d'apaiser les tensions et de désamorcer la situation. C'est exactement ce que souhaite la Géorgie et c'est exactement ce que le Président Saakashvili a proposé récemment – hier soir – dans une allocution télévisée. Et c'est exactement ce que nous proposons à nos amis à la table des négociations : le Ministre d'État pour le règlement des conflits, qui était prêt à se rendre à Tskhinvali, s'y est effectivement rendu à deux reprises pour négocier et a essuyé les rebuffades du régime séparatiste, faisant les mêmes propositions.

Je dirai pour conclure que j'espère que la raison prévaudra dans cette situation et que les deux camps, ainsi que la Fédération de Russie, viendront à la table des négociations et régleront ce conflit par des voies pacifiques.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 2 heures.